

NOTE AUX ORGANISATIONS

Objet :
Conférence sociale 2014

La troisième édition de la conférence sociale voulue par le Président de la République s'ouvre aujourd'hui, lundi 7 juillet 2014.

Le CCN des 13 et 14 mai 2014 a fixé les modalités de la participation de la CGT : elle a conditionné la hauteur de notre préparation aux résultats qui se dessinaient.

Notre objectif était de créer les conditions d'une expression claire et directe des salariés, de leurs revendications, « peser sur les contenus avant, pendant et dans l'analyse des résultats de la Conférence sociale et essayer d'obtenir des résultats concrets pour les salariés. » ; Il s'agit de mettre en œuvre très concrètement l'engagement pris au 50e congrès d'une CGT « utile, accessible, solidaire ».

Le CCN a par ailleurs décidé « d'un rendez-vous d'action interprofessionnelle dans le mois de juin pour permettre aux salariés d'exprimer ensemble leurs revendications en amont de la prochaine conférence sociale de début juillet 2014. »

Conformément aux engagements, la préparation de la conférence sociale 2014 a été rigoureuse et revendicative. La délégation CGT a participé en amont à 14 réunions préparatoires. Nous y avons exposé les exigences de la CGT : nos exigences sociales déclinées en propositions concrètes.

La CEC a été régulièrement associée à ce travail préparatoire ; elle en a débattu à plusieurs reprises et a confirmé la décision du CCN.

Les organisations du CCN en ont été informées au moyen des relevés de décisions et de la note aux organisations rédigée par la permanence confédérale à l'issue de la CEC du 1er juillet.

Elle a réaffirmé le besoin d'une CGT vigilante et lucide, et la nécessité de poursuivre et amplifier notre démarche revendicative d'ancrage et de proximité, élément essentiel pour faire grandir le rapport de force et nous permettre d'imposer nos solutions.

L'attitude des organisations patronales et les déclarations et courriers du Premier ministre, son empressement à satisfaire « dans l'heure » les exigences du patronat, valident notre appréciation d'un gouvernement préoccupé en premier lieu par l'inscription du Medef et consorts dans le pacte de responsabilité érigé en règle d'or. Le gouvernement capitule en rase campagne devant le Medef ! Cela révèle une conception inquiétante du dialogue social, voire un rejet implicite de la démocratie sociale. Cette appréciation a conduit la direction confédérale à interpeller directement le Président de la République pour lui demander des clarifications, puis à porter à sa connaissance les 94 propositions de la CGT et ses cinq priorités :

1. Revaloriser le Smic, l'indice des salaires de la fonction publique, les pensions et les minima sociaux.
2. Établir un calendrier strict et à court terme pour ouvrir des négociations dans les branches professionnelles sur les grilles de qualification avec pour objectif : plus aucune grille en dessous du Smic, et une garantie de reconnaissance des qualifications sur une carrière complète.

3. Mettre en œuvre une véritable démocratie sociale : tous les salariés doivent pouvoir élire un représentant du personnel dans leur proximité, y compris ceux des TPE ; ils doivent pouvoir bénéficier d'un droit d'expression direct et collectif sur leur travail, pris sur leur temps de travail, leurs représentants doivent pouvoir disposer de droits d'intervention dans la stratégie de l'entreprise avec un droit de veto sur les licenciements.
4. Relancer l'emploi par l'investissement industriel en engageant la France dans le plan d'investissement visant la création d'emplois de qualité, porté par la Confédération Européenne des Syndicats, en y consacrant 2 % du PIB.
5. Contrôler les aides publiques accordées aux entreprises et les réorienter pour qu'elles servent à l'emploi et à l'investissement.

Les réponses apportées par le Président de la République, confirmées d'ailleurs par la surenchère des propos de ce week-end du Premier ministre et du ministre des Finances, montrent qu'il n'existe pas de volonté gouvernementale de permettre le débat contradictoire des acteurs sociaux, et l'expression d'une alternative à la doxa du « coût du travail ».

Depuis une semaine, nous sommes dans une nouvelle situation.

Le BC constate que les conditions ne sont pas remplies d'une participation pleine et entière de la CGT à la conférence sociale. La délégation CGT n'assistera pas à la séance du 8 Juillet, consacrée aux tables rondes et au discours de clôture du Premier ministre.

Des contacts unitaires ont eu lieu, au cours desquels la direction confédérale a pu faire partager sa stratégie à d'autres organisations syndicales.

Dans cette période difficile pour des millions de salariés, de jeunes, de privés d'emplois et de retraités, la CGT réaffirme sa détermination à être une organisation utile, accessible, solidaire. Durant tout l'été, elle rencontrera les salariés. Nous y porterons les 94 propositions de la CGT pour permettre l'intervention des salarié-e-s et gagner la construction du rapport de force nécessaire.

Rien ne justifie la dégradation de notre travail, la baisse de nos salaires, de notre pouvoir d'achat, de nos droits sociaux, les licenciements, la précarité de l'emploi... C'est cela, qui conduit à la récession en France et en Europe.

Au contraire c'est en respectant le travail, les travailleurs et en décidant d'une autre répartition des richesses créées par le travail qu'une issue à la crise sera possible.

Sur chaque lieu de travail, ensemble et dans l'unité syndicale, exprimons nos revendications, exigeons des choix politiques au service de l'intérêt général et non d'intérêts particuliers.

Le Bureau confédéral